



SA MAJESTÉ LE ROI MOHAMMED VI  
QUE DIEU L'ASSISTE



# **Message de SM le Roi Mohammed VI aux participants au colloque "Afrique-Europe"**

SM le Roi Mohammed VI a adressé un message aux participants au colloque "Afrique-Europe : Des défis et des engagements communs", organisé par l'Université d'été Al-Moatamid Ibn Abbad, à l'occasion de sa 22ème session tenue dans le cadre de la 29ème session du Festival culturel international d'Asilah.

Voici le texte intégral de ce message dont lecture a été donnée à Asilah, par M. Mohamed Benaïssa, ministre des Affaires étrangères, secrétaire général de la Fondation du Forum d'Asilah:

"Louange à Dieu.

Prière et salut sur le Prophète, Sa famille et Ses compagnons.

Excellences,.

Mesdames, Messieurs,.

Il Nous plaît de souhaiter la bienvenue aux participants à cet important colloque qui se tient dans le cadre du Festival culturel international d'Asilah. C'est pour Nous un motif de fierté que le Maroc accueille cette rencontre. En l'entourant de Notre constante sollicitude, Nous tenons à marquer toute l'estime que Notre Majesté porte à la Fondation Forum d'Asilah. Nous en saluons, par ailleurs, l'université d'été qui s'est toujours attachée à inviter d'éminentes personnalités parmi les penseurs et les hommes politiques de renom, et à les mettre à contribution pour enrichir le débat et le dialogue sur les importantes questions d'actualité qu'elle soumet à leur appréciation.

En portant votre choix sur le thème : "Afrique-Europe : des défis et des engagements communs", vous confirmez une fois de plus que votre forum est ouvert et réceptif aux questions internationales, et qu'il se préoccupe de l'avenir de la relation qui existe entre les deux continents voisins, relation qui doit être fondée sur la coopération et le respect mutuel.

Si Nous vous adressons aujourd'hui ce message, c'est que, tout comme vous, Nous avons l'intime conviction que nos deux continents ont en partage autant les défis que les engagements. En effet, les questions de sécurité et de stabilité constituent des défis communs à relever, aussi bien pour l'Afrique que pour l'Europe, et ce, au même titre que l'immigration, le développement durable, les changements climatiques, le dialogue et l'exigence d'une coexistence dans l'entente et la connaissance mutuelle entre les peuples et les civilisations.

En tête de ces défis communs, vient le terrorisme abject, sous ses diverses manifestations agressives, porteuses de périls pour la stabilité et la paix.

Face à ce phénomène, nous sommes, donc, appelés à oeuvrer ensemble dans le cadre d'une stratégie internationale pour mettre fin à ce fléau que récusent les doctrines religieuses et que rejettent les idéaux universels. Il faut, pour cela, combattre les causes premières de ce fléau et en extirper les racines.

Par ailleurs, le continent africain est confronté à d'autres défis qui constituent un frein à son progrès et à son développement. Il s'agit notamment de la pauvreté, de l'analphabétisme, du chômage, des épidémies dévastatrices et de la mauvaise gouvernance.

Mais il en est qui sont autrement plus dangereux, à savoir la tendance accrue à la balkanisation et au démembrement des entités nationales, l'émergence et l'appui apporté aux mouvements séparatistes et aux entités factices qui n'ont pas de place dans un monde dominé par les grands ensembles, ainsi que la focalisation des Etats sur le règlement des conflits armés au détriment des projets de développement. Outre l'hémorragie qu'il occasionne aux forces de nombreux pays africains, cet état de choses crée une situation de sédition et d'instabilité et constitue un terreau fertile et très propice aux trafics d'armes, de drogues et d'humains, ainsi qu'à l'immigration illégale.

Quant aux engagements incombant communément aux pays des deux continents, il y a d'abord l'exigence de respect mutuel, ainsi que le devoir qui en découle de respecter nos spécificités, notre culture et nos valeurs respectives, en Afrique comme en Europe. Dans la même veine, nous sommes tenus, en tant que dirigeants, gouvernements et institutions, de respecter la souveraineté pleine et entière de chaque pays, son unité nationale et son intégrité territoriale.

Nous avons également le devoir de récuser tout recours à la force ou à la violence et de privilégier le règlement de nos différends par les voies pacifiques, le dialogue, la négociation et la concertation, conformément aux accords et arrangements internationaux, et dans un total respect des règles et exigences de bon voisinage.

Par ailleurs, il nous appartient, en tant qu'Africains, de concrétiser l'engagement qui est le nôtre de respecter les droits de l'Homme et d'améliorer les conditions de la femme, de l'enfance et des catégories marginalisées. Ce respect est le gage de notre capacité à coexister, à vivre en bonne intelligence et à exercer pleinement les droits d'une citoyenneté responsable.

Nous ne saurons y parvenir que par l'adoption de pratiques de bonne gouvernance et l'utilisation rationnelle de nos ressources humaines et naturelles dans le cadre d'une approche de développement durable, outre l'attachement à l'option démocratique garantissant aux organisations de la société civile et aux médias de s'acquitter de leur mission de manière constructive et bénéfique, et ce, dans le cadre de la liberté dans la responsabilité.

A cet égard, Nous saluons la prise de conscience accrue, chez la plupart de nos frères africains et des organisations de la société civile, quant à la nécessité de réaliser un essor civilisationnel, de s'arrimer au train de la démocratie et de la justice sociale, et d'élargir le champ des libertés publiques. Outre le respect des attributs de souveraineté propres à chaque peuple, ainsi que de ses spécificités et de son patrimoine civilisationnel, cette dynamique devrait prendre en considération l'indispensable intégration régionale reposant sur le socle solide de l'économie et du développement, et s'inscrivant dans le cadre de la coopération Sud-Sud.

Excellences,,

Mesdames, Messieurs,,

A la fin du siècle passé et au début de ce siècle, de nombreuses initiatives ont vu le jour pour encadrer et stimuler la dynamique de coopération afro-européenne. Elles se sont articulées autour de trois axes majeurs, en l'occurrence le processus de Barcelone avec les pays d'Afrique du Nord, l'Accord de Cotonou avec les pays africains membres du groupe des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, ainsi que le partenariat en faveur du développement et de la coopération avec l'Afrique.

A cet égard, Nous nous remémorons et apprécions à leur juste valeur les résultats issus du Sommet Afrique-Union européenne, qui s'est tenu au Caire, en 2000, et au cours duquel les deux parties ont convenu d'imprimer une nouvelle impulsion à leur partenariat. Pour cela, elles ont entériné un plan d'action intégrant les secteurs prioritaires, essentiels à l'insertion de l'Afrique dans l'économie mondiale, ainsi qu'à l'ancrage des droits de l'Homme, des institutions démocratiques et des règles de bonne gouvernance, outre les questions de développement durable, et la problématique de la pauvreté, de l'enseignement, de la santé, de la sécurité alimentaire et de l'environnement.

Nous sommes convaincu que la tenue, en décembre prochain, à Lisbonne, du deuxième Sommet Union Européenne-Afrique, sera une occasion propice pour mettre en place les mécanismes pratiques permettant la mise en oeuvre de la coopération entre les deux continents. Notre voeu est que ce sommet puisse mettre au point ces mécanismes pour conférer une architecture renouvelée à un partenariat euro-africain agissant.

Par ailleurs, Nous nous félicitons de la ratification, par le Conseil européen, en décembre 2005, de la Stratégie de l'Union européenne pour l'Afrique. Nous estimons que sa mise en application ouvre des perspectives prometteuses pour contribuer à la concrétisation des "Objectifs du Millénaire pour le Développement", retenus par les Nations unies.

Dans le même ordre d'idées, Nous saluons et assurons de Notre estime Son Excellence M. Kofi Annan, ex-Secrétaire général des Nations unies, et l'une des figures emblématiques de l'Afrique dans le monde, connu de Nous pour la sagesse, la clairvoyance et la passion avec lesquelles il a constamment plaidé en faveur des causes justes de l'humanité tout entière, et uvré pour placer notre continent au c ur des Objectifs du Millénaire pour le Développement, à l'horizon de 2015.

A cette occasion, Nous souhaitons exprimer l'intime conviction qui est la Nôtre quant à l'inéluctabilité de l'intégration afro-européenne. Nous réaffirmons aussi l'engagement ferme que Nous avons annoncé il y a quatre jours dans le Discours du Trône, en faveur des questions qui figurent dans l'agenda international. Outre le respect des relations de bon voisinage, de la souveraineté de chaque pays, de son intégrité territoriale et de son identité nationale, Nous soulignons la nécessité de lutter contre la balkanisation et le démembrement des pays, le fanatisme et le terrorisme. Nous marquons aussi Notre adhésion aux efforts visant à préserver la sécurité et la stabilité dans le monde, à assurer le co-développement de nos pays et à favoriser une solidarité agissante entre l'Afrique et l'Europe. Notre but est de mettre en place un partenariat fructueux entre le Nord et le Sud en accordant une attention particulière à la coopération Sud-Sud.

Marquant, donc, son adhésion à toutes les initiatives prometteuses propres à conforter le partenariat afro-européen, le Maroc réitère son appui ferme à l'initiative prometteuse de Notre grand ami, Son Excellence le Président Français, M. Nicolas Sarkozy, appelant à oeuvrer pour la mise en place d'une union méditerranéenne qui tiendrait lieu de passerelle et de trait d'union pour favoriser la coopération et la communication synergique entre l'Europe et l'Afrique.

Excellences,,

Mesdames, Messieurs,,

Depuis Notre accession au Trône, Nous avons adopté une stratégie globale en matière de politique extérieure. Au niveau interne, elle est fondée sur le développement intégré de toutes les régions du Royaume, notamment la région méditerranéenne septentrionale,- et la réalisation de la mise à niveau d'une zone qui s'apparente à notre porte d'ouverture sur l'Europe-. Au plan géostratégique, cette démarche s'articule autour du projet ambitieux de liaison fixe entre l'Afrique et l'Europe via le détroit de Gibraltar. Par ailleurs, nous avons poursuivi, de bonne foi, avec sagesse et clairvoyance, nos efforts pour parvenir, dans le cadre de la légalité internationale, à une solution politique consensuelle au différend artificiel autour de la marocanité de notre Sahara, qui s'inscrit dans le passif de l'héritage pervers de la guerre froide.

C'est dans cette perspective que Nous avons lancé Notre initiative audacieuse pour la négociation d'un statut d'autonomie élargie à conférer à Nos provinces sahariennes, dans le cadre de la souveraineté du Royaume, de son unité nationale et de son intégrité territoriale. Notre but ultime est de faire des provinces sud du Royaume un espace d'interaction et de coopération entre toutes les tribus de la région, et avec tous les pays sub-sahariens et sahéliens, et l'ensemble des Etats du voisinage maghrébin.

C'est justement dans cette optique que Nous avons décidé, lors du premier Sommet Afrique-Union européenne, tenu au Caire, d'exonérer des droits de douane, les exportations des pays africains les moins avancés vers notre pays, et d'annuler leurs dettes vis-à-vis du Maroc. A cet égard, Nous formons le voeu que l'Europe fasse un effort dans ce sens, que ce soit à son niveau ou dans le cadre des institutions financières internationales, et ce, compte tenu des nombreuses difficultés et autres entraves sur lesquelles achoppe le processus de développement en Afrique du fait du fardeau de l'endettement de ses pays.

Aussi avons-Nous effectué, ces dernières années, de nombreuses visites dans les pays africains frères pour Nous concerter avec leurs dirigeants et Nous informer des possibilités de complémentarité entre le Maroc et les autres pays de notre continent, notamment en matière de développement humain durable.

Nous inscrivons cette orientation sincère et renouvelée dans le prolongement de la démarche avant-gardiste instaurée par Notre Vénéré Grand-Père, le Libérateur du Maroc, feu Sa Majesté le Roi Mohammed V, que Dieu l'ait en Sa sainte miséricorde. En effet, c'est à l'instigation de l'auguste souverain que s'est tenu, à Casablanca, en 1961, le premier Sommet africain, en présence des pionniers de l'unité africaine parmi les dirigeants historiques de l'époque, en l'occurrence Modibo Keita, Kwamé N'Krouma, Gamel Abdel Nasser et Ahmed Sékou Touré, que Dieu ait leurs âmes. Après lui, c'était au tour de Notre Auguste Père, feu Sa Majesté le Roi Hassan II, que Dieu le bénisse, de poursuivre la même mission et de devenir, ainsi, l'un des fondateurs de l'Organisation de l'Unité Africaine. A cet égard, le regretté souverain avait à cœur de tisser des liens privilégiés avec les dirigeants de cette Organisation et d'en défendre les causes.

Nous voilà donc aujourd'hui, toujours fidèle à ce devoir de solidarité avec l'Afrique, et fermement attaché à notre relation synergique avec l'Europe, à laquelle nous sommes liés, outre les rapports historiques, par un partenariat stratégique multidimensionnel, fondé sur un statut avancé et privilégié. Nous aspirons et veillons à ce que le continent africain suive l'exemple de l'Union européenne pour poser les jalons d'une union solide, au lieu de s'en tenir à des relations individualisées et déséquilibrées entre l'Europe et chaque Etat africain, lesquelles ne servent ni les intérêts de l'Europe, ni ceux des Etats africains.

La participation à ce colloque d'éminentes personnalités politiques et intellectuelles de différentes sensibilités et de divers horizons, que Nous tenons en haute estime, Nous porte naturellement à attendre de cette manifestation qu'elle se solde par l'esquisse d'un projet concret et tangible de ce que devrait être un partenariat euro-africain prometteur et fructueux.

Un partenariat qui préserve la dignité et les droits de l'Homme, notamment ceux de la femme, de l'enfance et des jeunes en Afrique. Un partenariat qui renforce la démocratie et la bonne gouvernance. Enfin, un partenariat qui permette fondamentalement à nos deux continents de se compléter mutuellement et de collaborer de manière constructive, adaptée aux impératifs de coexistence et de brassage entre les civilisations et les cultures.

Nous rendons hommage à la Fondation Forum d'Asilah pour ses initiatives, en tant qu'espace propice au dialogue constructif, aux échanges de vues et aux propositions judicieuses, ainsi que pour son travail sérieux et de haute facture. Nous vous souhaitons de nouveau la bienvenue, dans votre deuxième pays, le Maroc, ainsi qu'un agréable séjour parmi nous. Nous prions également le Très-Haut de vous accorder plein succès dans vos travaux et dans toutes les nobles missions que vous menez.

Wassalamou alaikoum warahmatoullahi wa barakatouh".